

Montréal, le 19 mai 2009

Monsieur Jean Charest

Premier Ministre

Hôtel du Gouvernement

Québec

Monsieur le Premier ministre,

Nous souhaitons vous rencontrer. Nous sommes un groupe de personnes provenant de divers milieux inquiètes de la suite qui est donnée aux événements dramatiques survenus à Montréal-Nord en août 2008 au cours desquels, par balles policières, Fredy Villanueva est mort et deux de ses amis ont été blessés, dont un gravement.

Votre gouvernement s'est abstenu de retenir des accusations à l'encontre des policiers. En contrepartie il s'était engagé à faire toute la lumière sur ces événements dans le cadre d'une enquête où il fallait « aller au fond des choses » et à procurer aux victimes les ressources nécessaires pour qu'elles participent à l'exercice. Rien de tout cela ne s'est matérialisé. Au contraire, le ministre de la Sécurité publique a imposé le cadre rigide d'une enquête du coroner que le coroner ad hoc lui-même a interprété en ne donnant aucune garantie d'ouverture lors de l'audition des requêtes préliminaires. Au surplus, le ministre est revenu sur son engagement à fournir aux familles les ressources nécessaires afin qu'elles soient valablement représentées à l'occasion de l'enquête. Leurs moyens sont infimes et d'aucune manière comparables à ceux octroyés par les fonds publics aux policiers impliqués.

Dans ces conditions, il apparaît évident que la famille Villanueva, les autres victimes et leurs familles ne participeront pas à l'enquête. Ce faisant, loin d'assainir la situation, nous avons l'intime conviction que l'opération du ministre de la Sécurité publique va plutôt l'alourdir, ajoutant à la perception de graves injustices commises à l'endroit des minorités (profilage racial, surreprésentation des minorités dans le système judiciaire, surreprésentation des minorités à titre de victimes de tirs mortels de policiers, etc.) la certitude que les autorités feront toujours tout pour les nier. Monsieur le Premier ministre, nous nous répétons, nous sommes inquiets.

L'enquête, telle que dessinée, ne permettra pas d'« aller au fond des choses » comme le souhaitent la population en général et celle de Montréal-Nord en particulier. Elle n'est ni ouverte, ni transparente et susceptible de ne générer que suspicion. Une véritable commission d'enquête publique s'impose avec un mandat large et des moyens appropriés pour les familles ainsi que les jeunes témoins des événements, de telle sorte que le débat soit porteur de coopération et de solutions durables.

Monsieur le Premier ministre, la situation à Montréal-Nord est fragile. Par la présente, nous sollicitons une rencontre pour vous expliquer notre point de vue. Nous souhaitons vivement que vous preniez position afin qu'une véritable enquête ait lieu, de telle manière qu'elle contribue à la paix, à la justice et à la cohésion sociale.

Veillez accepter, monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Warren Allmand,	conseiller d'arrondissement du district de Loyola, ministre libéral du cabinet de Pierre Elliot Trudeau
Rachad Antonius	chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté
Gabriel Bazin	Ligue des Noirs du Québec
Richard Bergeron	chef du parti Projet Montréal
Françoise David	porte-parole, Québec solidaire
Nicole Fillion	coordonnatrice de la Ligue des droits et libertés du Québec
Julius Grey	avocat
Louise Harel	ministre du Parti Québécois des cabinets Lévesque, Parizeau, Bouchard et Landry et présidente de l'Assemblée nationale en 2002 et 2003
Amir Khadir	député de Mercier, Québec-solidaire
Gérald Larose	professeur en travail social, UQÀM
Georges Lebel	professeur en sciences juridiques, UQÀM
Luck Mervil	auteur-compositeur-interprète, musicien, acteur et animateur
Thomas Mulcair	député d'Outremont, NPD, ministre libéral du Cabinet Charest
Dan Philip	président de la Ligue des Noirs du Québec
Gilles Trudeau	président de l'Association des avocats de la défense de Montréal